

- SOCIÉTÉ CIVILE – société civile immobilière – activité économique – entreprise – application de l'article L. 313-22 du CMF sur l'information des cautions (CA Paris 15^e ch. sec. A, 28 janv. 2003) 377
- SOCIÉTÉ EN GÉNÉRAL – décision collective – ajournement – motif – litige concernant la propriété des parts sociales (CA Paris 14^e ch. sec. B, 17 janv. 2003) 378

Législation et réglementation

I. Décrets

- Décret n° 2003-195 pris pour la transposition des articles 6 et 10 de la directive n° 98/26/CE du Parlement européen et du Conseil concernant le caractère définitif du règlement dans les systèmes de paiement et de règlement des opérations sur titres 379
- Décret n° 2003-387 du 17 avril 2003 modifiant l'article R. 313-31-2 du code de la construction et de l'habitation et les clauses types des sociétés immobilières dont 50 % au moins du capital ont été souscrits ou acquis au titre de la participation des employeurs à l'effort de construction 381
- Décret n° 2003-393 du 24 avril 2003 modifiant le décret n° 77-636 du 14 juin 1977 pris pour l'application aux médecins de la loi n° 66-879 du 29 novembre 1966 modifiée relative aux sociétés civiles professionnelles 385
- Décret n° 2003-439 du 16 mai 2003 modifiant le décret n° 85-1389 du 27 décembre 1985 relatif aux administrateurs judiciaires, mandataires judiciaires au redressement et à la liquidation des entreprises et experts en diagnostics d'entreprise 385

II. Arrêté

- Arrêté du 11 mars 2003 portant homologation du règlement de la COB n° 2003-04 modifiant le règlement n° 94-01 relatif aux fonds communs de créances 385

Bibliographie

- I. Comptes rendus d'ouvrages 389
- II. Bibliographie thématique 392
- III. Actualités bibliographiques 394
- IV. Sélection d'ouvrages récents 401
- V. Thèses de doctorat 402

II. Sociétés d'économie mixte

- Société d'économie mixte – faute de la commune – faute dans la gestion de la société mixte – action en comblement du passif – tribunaux compétents – tribunal de l'ordre judiciaire, Cass. com., 8 janvier 2002, note François-Xavier LUCAS 308

III. Droit communautaire des sociétés

- Liberté d'établissement – reconnaissance mutuelle des sociétés – fondement, CJCE, 5 novembre 2002, note Jean-Philippe DOM 315

IV. Association

- Association – président – silence des statuts – représentation – action en justice – défaut de pouvoir, Cass. 1^{re} civ., 19 novembre 2002, note Patrice HOANG 341

V. Droit pénal des affaires

- Peines – interdiction d'exercer une activité professionnelle ou sociale – loi du 30 août 1947 – respect de l'article 131-27 du code pénal, Cass. ass. plén., 22 novembre 2002, note Bernard BOULOC 359
- Entreprise en difficulté – redressement judiciaire – solution – projet de plan – offre de reprise – auteur – administrateur provisoire – exclusion, Cass. com. 13 novembre 2002, note Bernard BOULOC 366

VI. Redressement judiciaire

- Entreprises en difficulté – organes – administrateur judiciaire – citoyen chargé d'un service public – prérogatives de puissance publique (non), Cass. ch. mixte, 4 novembre 2002, note Bernard BOULOC 370

Sommaires de jurisprudence

par Yves GUYON

- SOCIÉTÉ ANONYME – administrateur – cessation des fonctions – révocation – convention contraire – nullité – responsabilité de son rédacteur (CA Aix-en-Provence 1^{re} ch. sec. C, 18 février 2003) 375
- SOCIÉTÉ ANONYME – président du conseil d'administration – cessation des fonctions – révocation- décision prise par l'actionnaire majoritaire – respect des droits de la défense (CA Versailles 12^e ch. sec. 2, 16 janv. 2003) 376

TABLE DES MATIÈRES

Doctrine

La responsabilité civile des dirigeants sociaux	193
• Esquisse sur la responsabilité civile des dirigeants sociaux en droit américain, par José Maria PEREZ	195
• Corporate governance, loi NRE et redéfinition de la faute civile des dirigeants : le point de vue du dirigeant d'entreprise, par Philippe BISSARA	210
• Rôle des commissaires aux comptes, par René RICOL	219
• L'expertise de gestion et l'expertise <i>in futurum</i> , par Isabelle URBAIN-PARLEANI	223
• Les fonctions de la responsabilité civile des dirigeants sociaux, par Philippe DIDIER	238
• La réparation du préjudice causé par la faute des dirigeants sociaux, devant les juridictions civiles, par Raymonde VATINET	247
• La réparation du préjudice devant la juridiction pénale, par Eric DEZEUZE	261
• La responsabilité civile des dirigeants sociaux. Rapport de synthèse, par Michel GERMAIN	284

Jurisprudence commentée

I. Sociétés en général

• Société – dissolution – survie de la société pour les besoins de la liquidation – associé – droit au partage du reliquat – exercice de l'action oblique (non), qualité de créancier de la société (non), Cass. 1 ^{re} civ. 2 octobre 2002, note Bernard SAINTOURENS	291
• Commissaire aux comptes – responsabilité – prescription triennale – point de départ – fait dommageable – dissimulation – effet, Cass. com. 17 décembre 2002, note Benoît LE BARS	297

Revue

des
sociétés

DIRECTEUR
Yves Guyon

RÉDACTEUR EN CHEF
Isabelle Urbain-Parléani

DAJLOZ